

Faits marquants de la CdP 16 à la CLD : Jeudi 5 décembre 2024

À l'occasion de la Journée mondiale des sols, la 16^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CdP 16 à la CLD) s'est focalisée sur les systèmes agroalimentaires. Reconnaisant l'importance de promouvoir une gestion durable des terres, la séance de dialogue ouvert a permis de partager des expériences de première main sur la manière dont la société civile travaille à garantir la bonne santé des sols, la durabilité de l'agriculture, et le bien-être social et environnemental. Alors que l'agriculture devra produire deux fois plus de nourriture d'ici 2050—et que près de 40% des terres sont déjà dégradées—, il est nécessaire d'agir d'urgence pour restaurer les terres, protéger les écosystèmes et répondre aux demandes d'une population croissante.

Dans l'après-midi, le Comité de la science et de la technologie (CST) a entamé des discussions sur les travaux de l'Interface science-politique (ISP) de la Convention et sur l'innovation et la technologie dans les systèmes agroalimentaires écologiquement durables. L'après-midi et le soir, des groupes de contact se sont réunis. Le groupe de contact du Comité d'ensemble (COW) a discuté des projets de décisions relatifs à la sécheresse et aux régimes fonciers. Le groupe de contact du CST a continué son examen du projet de décision sur les systèmes d'utilisation durable des terres.

Le groupe de contact du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) s'est concentré sur le projet de décision relatif à l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention par rapport aux objectifs 1 à 4 du Cadre stratégique 2018-2030.

Séance de dialogue ouvert

La Présidence de la CdP 16 a ouvert le dialogue de la société civile sur des systèmes agroalimentaires inclusifs et durables. Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CLD, a souligné que la Convention est le seul accord multilatéral sur l'environnement qui consacre près d'une journée entière à un dialogue avec les organisations de la société civile (OSC). Il a déclaré que ces sessions créent une opportunité unique en intégrant les OSC dans le processus de la CLD.

Mauro Centritto, modérateur, a salué le dialogue ouvert, en soulignant que la session sert de plateforme pour amplifier les perspectives de terrain en matière de lutte contre la dégradation

des terres, de promotion de la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) et de développement durable. Il a salué le rôle actif joué par les OSC à la CdP 16, qui s'efforcent de transposer les engagements des Parties en actions.

Au nom des OSC accréditées à la CdP 16, Maroldy Sanchez Santivaney, de l'Association pour la recherche et le développement intégral (AIDER), a souligné le besoin urgent de s'attaquer aux impacts de la sécheresse. Parmi leurs recommandations : une collaboration entre les ministères et les gouvernements ; une meilleure coordination du partage d'informations, du suivi, des politiques et de l'allocation budgétaire ; des actions concrètes pour soutenir les femmes, les jeunes, les petits agriculteurs, les éleveurs, les peuples autochtones et les communautés locales ; et une réaffectation des subventions nuisibles à l'environnement vers la résilience à la sécheresse.

Conférencier principal : Siddhesh Sakore, Héros de la terre de la CLD en 2024, a déclaré qu'en grandissant, il avait été témoin des défis et difficultés auxquels étaient confrontés les agriculteurs et leurs familles en Inde, ce qui l'a motivé à retourner à l'agriculture après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur. Il a décrit comment ses recherches sur la dégradation avancée des sols l'ont conduit à fonder Agro Rangers pour apporter des changements positifs dans la vie des agriculteurs tout en promouvant l'agriculture durable et le bien-être social et environnemental.

Intervenants : Erimelinda Temba, de l'organisation Islands of Peace, a parlé de son travail de soutien aux communautés du nord de la Tanzanie grâce à l'agroécologie. Elle a expliqué que les efforts de son organisation portent sur le renforcement des capacités de production et de post-production afin de sensibiliser les consommateurs et de défendre leurs intérêts au niveau national. Parmi les succès obtenus, elle a cité la diversification des pratiques agricoles, la revitalisation des systèmes semenciers traditionnels, les activités de restauration des terres et l'agriculture biologique agroécologique. Elle a souligné que la mise en œuvre et les droits fonciers demeurent un défi.

Priyanka Patil, de l'agence Golden Era Eco Services, a partagé des histoires de résilience dans l'Inde rurale. Elle a mis en lumière que des pressions extérieures ont conduit les communautés agricoles rurales à abandonner les systèmes alimentaires traditionnels pour se tourner vers les monocultures et les cultures de rente, qui nuisent aux sols et contribuent à la dégradation des terres et à la sécheresse, menaçant ainsi la production alimentaire et portant préjudice aux communautés. Elle a déclaré qu'une

série d'activités, telles que la rotation des cultures, la culture mixte et la gestion de l'eau, pourraient contribuer à remédier à ces dommages. Elle a présenté leur initiative « Graine Sacrée » relative à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire.

Glenda Mangia, de la Fondation CAUCE, a décrit la « spirale mortelle » de l'apport d'engrais dans le sol, de l'utilisation de semences génétiquement modifiées, de la production d'aliments contenant de multiples toxines et de la dégradation du sol qui en résulte. Elle a expliqué que son travail vise à renforcer la capacité des jeunes à inverser ce cycle destructeur en introduisant la rotation des cultures, en réduisant les monocultures et en utilisant moins d'engrais et de pesticides.

Anand Ethirajalu, de Conscious Planet, a partagé l'étude de cas des producteurs de noix de coco qui ont transitionné vers des pratiques agroécologiques, ce qui leur a permis d'améliorer les sols et d'augmenter la productivité de 55% en quelques années. Il a souligné que l'apprentissage entre agriculteurs et l'accompagnement par le biais de systèmes d'assistance téléphonique étaient la pierre angulaire de la transition. Il a expliqué que la restauration de la santé des sols en utilisant l'urine et le fumier des animaux dans les systèmes d'irrigation goutte à goutte présente le plus grand potentiel d'amélioration de la productivité.

Sopike Babalashvili, du Réseau des ONG environnementales du Caucase, a expliqué comment impliquer la jeunesse dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Elle a souligné que les jeunes ont des capacités uniques qui leur permettent de réimaginer des approches novatrices et créatives des systèmes alimentaires. Elle a souligné que, lorsqu'ils et elles disposent des bons outils et d'un financement accessible dans un environnement favorable, les jeunes peuvent déployer leur potentiel de transformation des systèmes alimentaires.

Ali Aii Shatou, porte-parole des éleveurs Mbororo du Cameroun, a évoqué la profonde signification écologique et spirituelle de la nourriture pour les peuples autochtones. Elle a décrit les savoirs autochtones qui soutiennent les efforts de lutte contre la dégradation des terres et la désertification. Elle a souligné les limites d'une approche de système agroalimentaire qui considère les aliments comme de simples marchandises, en soulignant la nécessité d'une approche holistique centrée sur la relation écologique entre les aliments, les personnes et la terre en tant que mode de vie culturel.

Dialogue : De nombreux délégués ont souligné le rôle essentiel des OSC, en donnant des exemples de projets de collaboration avec des organisations et des groupes communautaires. Plusieurs ont appelé à une participation accrue de la société civile à la prise de décision. ONU FEMMES a souligné que les droits fonciers des femmes, la transformation des systèmes alimentaires et l'économie du soin sont le fil conducteur des Conventions de Rio.

Suite à une question sur la manière d'assurer des synergies entre les trois Conventions de Rio, les OSC ont souligné l'importance de la coordination entre tous les ministères responsables de la mise en œuvre pour assurer l'alignement des efforts. Ethirajalu a fait valoir que la terre peut être le dénominateur commun qui relie les défis de ces conventions, en notant que l'amélioration de la santé des sols aide à lutter contre

la désertification, la perte de biodiversité et les changements climatiques.

En réponse à une question sur les changements sociaux, Patil a souligné que les cercles d'apprentissage et les cérémonies des semences offrent aux communautés l'occasion d'élaborer des stratégies partagées, de célébrer les aliments traditionnels et de diversifier les cultures et les systèmes alimentaires. Temba, répondant à une question sur les méthodes de travail de l'organisation Island of Peace, a souligné que celle-ci soutient plus de 800 agriculteurs, en mettant l'accent sur l'inclusion des femmes et des jeunes.

Mangia, Patil et Shatou ont soutenu une déclaration des PEUPLES AUTOCHTONES demandant aux Parties de remplacer « systèmes agroalimentaires » par « systèmes alimentaires et agriculture », car ce dernier concept dépasse celui de marchandise, en choisissant de reconnaître la façon dont l'alimentation est enracinée dans la culture et « connectée à tout ».

Mangia et Ethirajalu, répondant à des questions sur l'échange de connaissances, sont convenues que le partage d'expériences est « vital », mais ont noté que les connaissances doivent être adaptées aux contextes locaux et régionaux.

En réponse à une question sur la mesure des impacts sociaux et de la modularité, Temba a souligné l'importance de comprendre les impacts du projet, en insistant sur le suivi et l'importance du partage des connaissances et de la collaboration entre les OSC.

Suite à des questions sur la dégradation des terres et les pratiques agricoles, Siddhesh a souligné le rôle des connaissances traditionnelles et des variétés de semences locales comme alternatives pertinentes en termes de résilience des systèmes alimentaires par rapport aux produits agrochimiques. Il a souligné que l'injustice alimentaire, la distribution inéquitable de la nourriture et la perte de nourriture due au manque de technologie de stockage constituent la véritable menace à la sécurité alimentaire.

Concernant l'augmentation de la participation des peuples autochtones, Ethirajalu a souligné l'importance de fournir un soutien financier et technique pour s'adapter aux réalités des changements climatiques.

Concernant la mobilisation des ressources pour la jeunesse, Babalashvili a appelé les gouvernements à investir dans l'éducation des jeunes et à tirer parti des partenariats avec le secteur privé au niveau local. Ethirajalu a acquiescé, soulignant que l'agriculture n'est généralement pas enseignée dans le cadre de l'éducation formelle, mais repose sur le transfert de connaissances entre générations. Notant que l'agriculteur moyen en Inde a 52 ans, il a fait valoir que la plus grande menace pour la sécurité alimentaire est la perte de connaissances des agriculteurs.

Mangia, répondant à de multiples questions sur le rôle de la technologie, a reconnu les craintes liées à la montée de l'intelligence artificielle (IA), mais a expliqué que les jeunes sont des « natifs du numérique » et qu'ils et elles sont des catalyseurs capables d'exploiter la technologie de manière appropriée pour promouvoir l'éducation.

En conclusion de la session, les OSC ont formulé des recommandations pour des systèmes agroalimentaires durables et inclusifs, entre autres :

- Élaborer et mettre en œuvre des politiques et une gouvernance qui soutiennent les approches agroécologiques et agroforestières ainsi que les pratiques locales ;
- Limiter les pratiques commerciales gourmandes en eau et les pratiques agricoles qui dégradent pour les terres ;
- Soutenir les actions menées localement et l'échange de connaissances grâce à des mécanismes de financement accessibles ;
- Soutenir la mise en œuvre de la décision de la CdP 14 relative aux droits fonciers ;
- Promouvoir des modes de consommation durables ;
- Renforcer et intensifier les initiatives communautaires ; et
- Bâtir des institutions locales pour soutenir les systèmes alimentaires durables et les chaînes de valeur à petite échelle.

Comité de la science et de la technologie

Questions découlant du programme de travail de l'Interface science-politique (ISP) pour la période triennale 2022-2024 : Activités de coordination de l'Interface science-politique avec d'autres groupes et organismes scientifiques intergouvernementaux : Le Président du CST, Héctor Manuel Arias Rojo (Mexique), a ouvert la session et le Secrétariat a présenté les documents correspondants ([ICCD/COP\(16\)/CST/4](#) et [ICCD/COP\(16\)/CST/10](#)).

Les Co-responsables de l'ISP ont présenté les principaux messages du rapport des deux groupes de travail de l'ISP sur le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), avec pour modératrice la Présidente de l'ISP, Nichole Barger.

Citant les risques potentiels et les co-avantages des efforts d'atténuation à grande échelle, Emma Archer, Codirectrice de l'ISP, a averti que la terre est à la fois une source et un puits d'émissions de gaz à effet de serre, et que le secteur Agriculture, foresterie et autres utilisations des sols (AFOLU) offre un potentiel important d'atténuation à court terme à des coûts relativement faibles.

Nijavalli Ravindranath, Codirecteur de l'ISP, a souligné les recommandations du rapport, notamment : l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des terres et de la restauration des terres ; l'adoption d'une approche paysagère intégrée pour minimiser les compromis ; et l'augmentation des efforts pour promouvoir la gestion durable des terres (GDT).

Le VENEZUELA a appelé l'ISP à intégrer les expériences de son pays pour élargir la base scientifique. L'UE a recommandé que l'ISP renforce ses interactions avec la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et le GIEC. Le SÉNÉGAL a demandé à l'ISP d'adopter une approche intégrée en mettant l'accent sur la GDT et de renforcer le financement privé.

La SUISSE a averti que des questions telles que les biocarburants peuvent présenter à la fois des avantages et des risques pour la sécurité alimentaire. Les OSC ont souligné qu'une collaboration efficace visant à favoriser et à renforcer les synergies avec d'autres corps scientifiques est essentielle et encouragée, en intégrant notamment les connaissances locales et autochtones aux côtés des découvertes scientifiques.

Innovation et technologie au sein de systèmes agroalimentaires écologiquement durables : Le Secrétariat a présenté des documents sur les nouvelles questions émergentes :

les prairies et les pâturages, et les systèmes agroalimentaires écologiquement durables ([ICCD/COP\(16\)/21-ICCD/COP\(16\)/CST/9](#)). Le délégué a indiqué que les États-Unis avaient demandé ce nouveau point sur l'innovation et la technologie au sein de systèmes agroalimentaires écologiquement durables, en ajoutant qu'un projet de texte a été préparé par le Secrétariat et qu'il sera mis à disposition.

Les ÉTATS-UNIS ont noté que le projet de texte a été élaboré en consultation avec les parties prenantes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau du CST et d'autres Parties. Le délégué a ajouté que l'objectif est de reconnaître l'importance de l'agriculture pour la NDT et de stimuler l'action individuelle et collective.

Le KAZAKHSTAN a souligné les synergies entre la transformation des systèmes de production alimentaire et les actions de lutte contre les changements climatiques. La GRENADE a soutenu la proposition des États-Unis et a mis en lumière une collaboration croissante entre 14 pays des Caraïbes pour combattre la dégradation des terres et des sols. Les OSC et les PEUPLES AUTOCHTONES ont mis l'accent sur les Éléments d'agroécologie de la FAO, en estimant que le terme « agroalimentaire » fait allusion à des marchandises. Ils ont appelé à des mesures de protection environnementales et sociales, et ont mis en garde contre l'impact des nouvelles technologies agricoles sur la nature.

Le CGIAR a salué la proposition des États-Unis et attiré l'attention sur une approche circulaire et positive pour la nature, sur l'autonomisation des agriculteurs et sur l'outil de recherche de solutions d'agro-biodiversité du CGIAR. Le HONDURAS a souligné l'importance des microentreprises et des formations en gestion intégrée des terres.

La FAO a appelé à donner priorité à ce point dans tous les accords multilatéraux sur l'environnement, les stratégies nationales et les processus politiques. Le délégué a souligné qu'une mobilisation d'investissements et l'ouverture d'environnements propices favoriseraient la restauration des terres agricoles, la planification intégrée de l'utilisation des terres, les régimes fonciers responsables et l'emploi local.

Le CAMBODGE a appelé l'ISP et le Secrétariat de la CLD à développer davantage d'outils et d'innovations fondés sur la science et à les mettre gratuitement à la disposition des Parties au service de la GDT et de la transformation des systèmes agroalimentaires. Le MAROC a souligné la nécessité d'élaborer des lignes directrices relatives aux pâturages forestiers qui tiennent compte des intérêts supérieurs du gardiennage pastoral et de la séquestration du carbone. Il a appelé à mobiliser des investissements pour utiliser les ressources génétiques pastorales locales.

Le Président du CST a renvoyé le projet de décision au groupe de contact du CST.

Bilan des travaux menés par l'Interface Science-Politique : Arias Rojo a présenté ce point ([ICCD/COP\(16\)/CST/6](#) et [ICCD/COP\(16\)/CST/10](#)).

Le Bureau du CST a proposé que : l'ISP soit hissée au rang d'organe permanent ; que le futur programme de travail de l'ISP soit axé sur la fourniture de produits d'information scientifiques de haut niveau ; que le programme de travail soit prolongé de

deux à quatre ans ; que l'ISP élargisse son rôle au sein de la CLD pour fournir des conseils scientifiques opportuns et pratiques aux travaux du Bureau et du Secrétariat ; qu'une procédure soit élaborée pour recevoir et hiérarchiser les demandes présentées au programme de travail de l'ISP, ainsi que des procédures pour élaborer des produits d'information ; que les Parties reçoivent davantage d'informations et d'opportunités pour contribuer aux travaux de l'ISP ; et que les cinq membres du Bureau du CST siègent à l'ISP. Il a également été recommandé au Secrétariat d'intensifier ses efforts pour obtenir davantage de ressources financières et de soutien technique pour l'ISP.

L'UE et la CÔTE D'IVOIRE ont soutenu toutes les recommandations formulées par le Bureau, en affirmant leur soutien à l'établissement de l'ISP en tant qu'organe permanent de la CLD. La FÉDÉRATION DE RUSSIE a suggéré que les Parties envisagent de rétablir les conférences scientifiques sous les auspices de la Convention et que la composition de l'ISP ne soit pas uniquement basée sur la diversité régionale mais aussi sur les compétences scientifiques des individus.

Le JAPON a mis en garde contre la création d'un organe permanent si le budget de base ne permet pas son fonctionnement efficace. Le délégué s'est également demandé si cela ajouterait suffisamment de valeur scientifique supplémentaire.

L'Australie, la Namibie, l'Algérie et le Malawi ont soutenu la transition vers un organisme permanent. Les États-Unis ont reconnu la complexité de la décision et ont soutenu la proposition, convaincus qu'elle serait mise en œuvre de manière neutre en termes de coûts. Les OSC ont réitéré la nécessité d'intégrer les connaissances locales et autochtones dans les recherches scientifiques sur la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse.

Le Président Arias Rojo a renvoyé la poursuite des discussions au Groupe de contact.

Groupes de contact

COW : Facilité par Asher Nkegbe (Ghana), le groupe de contact du COW a examiné le projet de décision sur la sécheresse (ICCD/COP(16)/22). Bien qu'un accord ait émergé mercredi soir pour ne pas envisager d'amendement à la Convention, il n'y a toujours pas eu de consensus sur l'option ou la combinaison d'options à choisir (protocole, déclaration, cadre mondial sur la résilience à la sécheresse, orientations de la CdP ou décision de la CdP). Certains ont fait valoir qu'il faut d'abord déterminer ce qui doit être fait pour lutter contre la sécheresse, et ensuite quelles sont les meilleures options pour le faire. Après de nombreuses discussions sur la marche à suivre, un groupe informel a été créé, composé de quatre délégués par région. Le groupe se réunira vendredi et fera rapport au groupe de contact samedi.

Les Parties ont alors entamé des négociations sur **les régimes fonciers**. Une longue discussion a suivi sur une proposition de paragraphe supplémentaire portant sur les régimes fonciers en tant que facteur favorisant la mise en œuvre synergique des Conventions de Rio, qui a suscité des opinions divergentes quant à le conserver ou le supprimer. La proposition d'ajouter « en fonction des circonstances et des priorités nationales » en lien à l'intégration continue des régimes fonciers conformément aux Directives volontaires de la FAO a suscité des critiques et des

désaccords. Les Parties ont également entamé des discussions sur un paragraphe supplémentaire proposant la création de points focaux nationaux sur les régimes fonciers.

CRIC : Le groupe de contact du CRIC, animé par Alwin Dornelly (Sainte-Lucie), a ouvert la discussion sur le projet de décision relatif à l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention par rapport aux objectifs 1 à 4 du Cadre stratégique 2018-2030. Les délégués ont exprimé leur inquiétude quant à la procédure de rédaction et d'édition du texte. Après une longue discussion sur la procédure et un débat sur la question de savoir s'il fallait rouvrir le texte précédemment approuvé, les délégués sont convenus de reprendre plutôt la discussion sur la base du texte entre crochets de mardi soir. Les délégués ont ensuite examiné le texte préambulaire sur les préoccupations, notamment sur la question de savoir s'il fallait faire référence à la surexploitation des « ressources », des « ressources naturelles », à l'intensification « durable » ou « non durable » de l'utilisation des terres, ou aux systèmes durables d'utilisation des terres. La discussion s'est poursuivie.

CST : Un groupe de contact du CST, animé par Joseph Noel (Grenade), s'est réuni dans la soirée. Les Parties ont continué d'examiner le projet de décision sur les systèmes d'utilisation durable des terres (SLUS). Les délégués ont délibéré sur les références aux catégories de systèmes d'utilisation des terres et sur le renforcement des capacités techniques pour évaluer et suivre les différents systèmes d'utilisation des terres. Un paragraphe final avec plusieurs alinéas sur la création d'un environnement propice aux SLUS a suscité de nombreuses propositions de textes additionnels, mais des progrès constants ont pu être réalisés.

Dans les couloirs

Ce jeudi, l'accent a été mis sur le travail effectué par les OSC pour soutenir la mise en œuvre de la Convention. Beaucoup ont salué le fait que la CLD consacre une journée entière de la CdP aux OSC, comme en témoigne le nombre record d'OSC inscrites à la CdP 16, soit 1150 organisations et près de 4000 délégués. La Présidence de la CdP a salué l'institutionnalisation de l'engagement des OSC depuis la CdP 1, comme une preuve de l'approche ascendante qui est au cœur de la Convention.

Les OSC ont réfléchi à la séance du matin, l'une d'elles évoquant une « discussion solide ayant ouvert la voie à de nouveaux dialogues la semaine prochaine ». Une autre a exprimé une certaine appréhension, en soulignant qu'« il y avait beaucoup de chaises vides, mais [que] la discussion était quand même riche et a pu mettre en exergue l'importance de mobiliser les peuples autochtones, les femmes et les jeunes ». Si les Parties admettent volontiers que la participation de nombreuses voix est essentielle pour atteindre les objectifs de la Convention, une OSC a souligné que « la simple reconnaissance ne suffit pas ; ces pourparlers doivent se traduire dans les négociations ». Alors que les OSC quittaient la plénière, impatientes de se réunir pour leur photo de famille sous le soleil du désert, elles étaient confiantes quant au fait que la longue trajectoire d'implication des OSC se traduira par des résultats significatifs pour celles et ceux qui sont les plus touchés par –et peut-être les mieux placés pour lutter contre– les effets de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse.